

			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Migration	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Covid-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET				
12. Montants concernés	Ligne budgétaire: BGUE-B2021-14.020120-C1-INTPA  Coût total estimé: 40 000 000 EUR Montant total de la contribution du budget de l’UE : 40 000 000 EUR, dont : <ul style="list-style-type: none"><li>• 34 000 000 EUR pour l’appui budgétaire</li><li>• 6 000 000 EUR pour l’appui complémentaire (y compris évaluation et audit et provision pour imprévus)</li></ul>			
GESTION ET EXÉCUTION				
13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)	Appui budgétaire <b>Gestion directe</b> par : <ul style="list-style-type: none"><li>• Appui budgétaire : Contrat d’appui à la consolidation de l’État et à la résilience</li><li>• Marchés publics</li></ul> <b>Gestion indirecte</b> avec l’International Institute for democracy and electoral assistance (International IDEA)			

## 1.2. Résumé de l'Action

Le Tchad vit un moment charnière dans son histoire, suite à la mort au combat du Président Idriss Déby Itno, annoncée le 20 avril 2021, après plus de trente années au pouvoir, et à la mise en place d'un Conseil Militaire de Transition (CMT) en situation d'intérim, pendant une durée prévue de dix-huit-mois, renouvelable une fois. Ce moment charnière est à la fois délicat pour la stabilité du pays et de la région, et source d'opportunités pour la démocratie et le développement.

L'action proposée vise à soutenir le Tchad dans une mise en place apaisée d'un ordre constitutionnel pour une transformation démocratique durable, en vue de renforcer la stabilité au Tchad et dans le Sahel. L'action vise plus précisément à :

1. Appuyer les étapes clés de la transition vers la démocratie, dans le respect des droits humains et des libertés fondamentales, en ligne avec la Feuille de route de transition.
2. Maintenir la stabilité macroéconomique, appuyer des fonctions essentielles de l'État et couvrir les services de base à la population, dans le respect de la transparence budgétaire.

Cette action est complémentaire de l'action « Appui à la tenue du référendum constitutionnel et des élections présidentielles (16 000 000 EUR) » de l'UE, qui est en cours de formulation dans le cadre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDI) : Programme indicatif Pluriannuel (PIP) pour le Tchad. Elle est aussi complémentaire des efforts de médiation et de dialogue national appuyés dans le cadre des instruments de l'UE : instrument contribuant à la stabilité et à la paix (IcSP), IVCD-Rapid Response Pillar et la Facilité de Paix pour l'Afrique.

L'action contribuera à la stabilité macroéconomique, et à la mise en œuvre des politiques en matière de gestion des finances publiques, de transparence budgétaire et à la mise en œuvre de la politique de développement dans le contexte de transition entamée en avril 2021, à travers le suivi régulier des critères d'éligibilité de l'appui budgétaire de l'UE. L'action appuiera, en particulier, le volet de transition constitutionnelle par la promotion d'un dialogue national inclusif, l'élaboration d'un projet de Constitution démocratique, et l'élaboration d'un cadre légal propice à un processus électoral crédible, transparent et inclusif, tels que prévus dans la Feuille de route de transition adoptée en août 2021. L'action comportera également un appui complémentaire qui soutiendra le gouvernement avec une assistance technique dans les domaines de la gestion des finances publiques et de la transition constitutionnelle.